

Christian SAUTTER et Catherine CADOU

ÊTRE EUROPÉEN OU NE PAS ÊTRE

16 juin 2016

Au Conservatoire d'art dramatique de la rue de Madrid, nous avons vu, il y a quelque temps, une représentation crépitante de Hamlet dans laquelle des élèves-acteurs se succédaient de scène en scène pour se partager tous les rôles, y compris celui du prince du Danemark, voulant venger le meurtre de son roi de père par son oncle usurpateur. Le pédagogue et talentueux metteur en scène de Shakespeare était notre ami Stuart Seide, qui régna longtemps sur le Théâtre national de Lille.

« *Brexit* or not *brexit*, telle est la question » que se poseront les Britanniques le 21 juin au cours d'un imprudent referendum sur la sortie (*Brexit*) ou le maintien (*Remain*) du Royaume-Uni dans l'Union Européenne. La campagne politique bat son plein et descend dans les bas-fonds de la bêtise, grâce à la presse tabloïd, et à la prédisposition pour la vulgarité d'âmes pourtant bien nées.

Boris Johnson, récent maire de Londres, mène la charge contre l'envahisseur turc, oubliant que son arrière grand-père fut citoyen de ce beau pays. Dans un manifeste officiel diffusé à 40 millions d'exemplaires, les partisans du *Brexit* agitent la menace de l'adhésion de la Turquie à l'Union Européenne, évoquée à nouveau par Ankara en contrepartie de l'accord qui retient sur le sol turc les réfugiés syriens qui affluent vers l'Allemagne et l'Europe.

La question des migrants, réels ou fantasmés, est le premier sujet d'inquiétude des eurosceptiques d'outre-Manche. Il s'agit, en fait, davantage des travailleurs venant des autres pays de l'Union (nous avons connu l'épouvantail des « plombiers polonais ») qui constituent la majorité des migrants : 184000 sur 333000 en 2015. N'appartenant pas à l'espace de Schengen, Londres peut bloquer à ses frontières les migrants qui ne viennent ni d'Europe ni du Commonwealth et paie la France pour surveiller Calais et y subvenir aux besoins des réfugiés politiques du Proche ou du Moyen-Orient, interdits de séjour au Royaume-Uni.

Le deuxième débat porte sur le coût budgétaire de l'adhésion britannique. Le même Boris Johnson, auquel l'ambition de devenir Premier ministre ôte toute élégance et tout bon sens, explique qu'avec les 19 Mds de livres (24 Mds€) qu'acquitte chaque année le contribuable de Sa Majesté, on pourrait construire « un hôpital par semaine ». Il oublie simplement que son idole, Margaret Thatcher, a arraché un rabais de 6 Mds€ en 1984, et que le budget de l'UE apporte chaque année près de 6 Mds€ au Royaume Uni, y compris à de modestes agriculteurs parmi lesquels figure la Reine (à laquelle on peut souhaiter un heureux anniversaire de 90 ans). La contribution nette est donc d'environ 12 Mds€, ce qui n'est pas indécent pour un pays très développé soucieux d'aider les nouveaux pays membres à moderniser leur agriculture et leurs infrastructures.

Dernier argument de la tête blonde et quelque peu légère de Boris Johnson : la bureaucratie bruxelloise réglemente jusqu'à la courbure des bananes et interdit leur vente par paquet de plus de trois (ce qui serait faux), alors que les asperges *made in UK* sont « si vertes et si délicieuses » (Toutes ces sottises sont tirées de numéros récents du New York Times).

Le camp adverse mené par le Premier ministre Cameron, initiateur du referendum et qui engage son poste sur ce pari, joue aussi sur la peur, une autre peur, celle de voir trébucher l'économie britannique ainsi coupée des marchés continentaux, celle de marginaliser la City de Londres, celle de rendre plus coûteuses les vacances ou la retraite en Espagne en raison de la chute de la Livre !

Les travaillistes ne sont guère ardents, sauf le nouveau Maire de Londres et Gordon Brown, qui avait succédé à Tony Blair. Je l'ai connu quand nous étions tous deux ministres des Finances. C'était un Écossais bourru, qui n'avait pas le charisme de Tony Blair mais défendait avec talent ses convictions. J'avoue un faible pour cet homme politique qui a une vision. Il a exposé celle-ci dans un article récent du New York Times, dont l'idée directrice est d'une drôlerie et d'une beauté simplissimes. La Grande Bretagne doit rester dans l'Union Européenne pour en prendre la tête : l'Allemagne n'en a pas la capacité et la France n'en a plus la volonté. Olé ! Que doit faire la nouvelle Europe de Gordon Brown ? Assurer sa sécurité, promouvoir la transition climatique et régler le problème des migrants.

Sur la sécurité, le Royaume-Uni est le seul pays, avec la France, à avoir un budget militaire substantiel, le double du budget militaire allemand (en proportion du PIB). À mots doux, Obama reprochait aux Européens de trop se reposer sur le colossal budget militaire de son pays pour se protéger des menaces orientales, proches ou lointaines. Et c'est un grand refrain du candidat Trump de faire payer leur propre sécurité par les Alliés des USA, en Europe et en Asie (Japon, Corée). Gordon Brown pose une vraie question, celle de la protection militaire de l'Europe, qui ne pourrait se passer du Royaume-Uni.

Sur la transition climatique, l'Europe a les technologies, les capitaux, tous les atouts pour développer les énergies renouvelables et la sobriété énergétique. Il suffirait de dépasser les myopies nationales et d'aller, au-delà des frontières, soutenir les efforts de développement africains.

Quant aux migrants, ses propositions ne sont guère explicites, mais on peut rêver que l'Europe, en pratiquant le co-développement avec les pays africains et, en exerçant une influence ferme et apaisante au Proche-Orient, comme au temps de Javier Solana (chargé des Affaires étrangères de l'Union entre 1999 et 2009), pourrait réduire les flux d'émigration de jeunes désespérés et courageux.

Que serait l'Europe sans l'humour provocateur de Gordon Brown ? On peut simplement noter qu'aucun gouvernement britannique, travailliste ou conservateur, n'a fait le moindre effort jusqu'à présent pour que progressent les initiatives européennes dans l'un de ces trois domaines. Sans parler du « *I want my money back* »

de Maggie, le Royaume-Uni s'est résolument opposé à toute tentative d'intégration européenne.

Il serait aussi vain de faire un pronostic sur le vote du 21 juin que de vouloir l'influencer. Mais il soulève la vraie question qui, cette fois, nous concerne directement : « Être européen ou ne pas être ».

Faisons un examen de conscience et demandons-nous quelle Europe nous voulons. C'est la question essentielle que se sont posée il y a soixante ans la France et l'Allemagne, pour éviter les guerres meurtrières qui, par trois fois en moins un siècle, avaient opposé les deux pays, au prix de millions de morts et de dégâts titanesques. L'intégration du charbon et de l'acier, piliers des industries d'armement, puis la cohésion des économies devait aboutir à une entité politique qui rendrait impossible tout nouveau conflit (et musclerait l'Europe de l'Ouest face aux pressions soviétiques).

Les responsables politiques d'aujourd'hui n'ont ni la vision ni la volonté de leurs prédécesseurs. Ne pas repartir de l'avant, avec ou sans les Britanniques, c'est reculer et à terme disparaître. Il est clair que les 28 (ou 27) membres ne peuvent marcher du même pas. L'Union Européenne a un cœur fédéral inachevé et donc fragile : l'Euro, monnaie unique qui est gérée (plutôt bien) par une autorité indépendante de tout pouvoir démocratique, la Banque Centrale Européenne. Mais il n'y a pas de monnaie durable sans État qui détienne le pouvoir monétaire, mais aussi le pouvoir budgétaire et le pouvoir fiscal, sous contrôle d'un Parlement. La France et l'Allemagne, avec l'Italie, le Benelux, l'Espagne et d'autres volontaires, devraient faire équipage pour résister aux prochaines tempêtes financières à venir, pour lancer les grands travaux de la transition énergétique et des transports collectifs, pour tonifier et mieux distribuer la croissance, pour rester présents dans un monde dominé par les Etats-Unis et la Chine. Cela, c'est le cœur de l'arbre européen, qui n'intéresse ni ne concerne les partisans ou les adversaires du *Brexit*.

Autour de ce cœur, s'étendraient progressivement les anneaux de la zone de libre circulation des biens et des personnes. La question se posera alors clairement de lier ces deux dimensions. Quiconque faisant partie de la grande Union européenne devrait intégrer l'espace de Schengen. Et l'Europe devra collectivement traiter la question du contrôle de ses frontières, car une Europe hachée de barrières intérieures est une Europe condamnée. On doit se souvenir qu'un des principes des pères fondateurs était la « préférence communautaire » (pour les marchandises). Seule une Europe unie à l'intérieur et forte à l'extérieur pourra survivre et prospérer dans le monde farouche qui attend nos enfants et petits-enfants.

Alors, chers amis britanniques, votez comme vous voulez ! C'est à nous, les pays fondateurs de l'Union européenne, de reprendre l'initiative. Que la prochaine élection présidentielle pose clairement la question d'une Fédération européenne ramassée dans une Union élargie !

Chriscath